

CONJONCTURE PAYS DE LA LOIRE

MAI 2025 N° 15

Tous secteurs AVRIL 2025 - édition du 26/05/2025

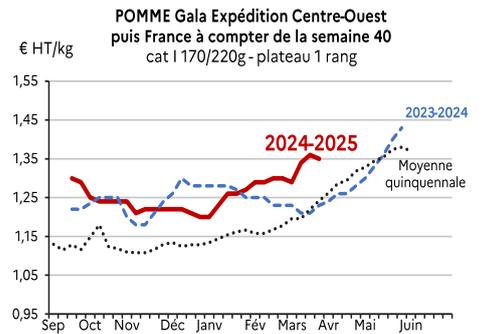
Météo : retour du soleil

En mars, malgré un épisode hivernal en milieu de mois marqué par des gelées, la douceur s'installe sur la région avec un ensoleillement supérieur de 19,6 % à la normale. La température moyenne (9,49 °C) est supérieure de 0,7 °C à la normale saisonnière. Le cumul moyen des pluies est bien inférieur aux normales (- 60 %), avec un déficit hétérogène selon les stations : - 84 % à Laval, - 66 % à La Roche-sur-Yon, - 57 % à Nantes, - 46 % à Angers et - 45 % au Mans.

Source : météociel

Fruits : des prix bien orientés

L'activité reprend en mars sur les marchés de la pomme et de la poire, avec une offre française resserrée sur le bassin Centre-Ouest. En pommes, les ventes sont orientées vers les variétés Gala et Chanteclerc qui bénéficient de revalorisations tarifaires. Pour les poires, les variétés « Club », telles que Xénia, Sweet Sensation et Angélyls, occupent les étals. Les cours sont stables malgré un ralentissement observé en fin de mois, la demande étant à la recherche d'autres produits (kiwis, agrumes ou fraises).

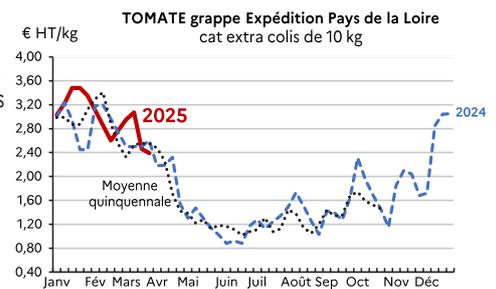


Source : FranceAgriMer - RNM

Légumes : une demande à la recherche de produits printaniers

En mars, le retour d'une météo ensoleillée avec des températures printanières entraîne une accélération de la croissance des végétaux sur la région et donc une hausse des disponibilités en radis et mâche. Ainsi, un déséquilibre se crée sur ces deux marchés face à une demande absente. Des concessions tarifaires sont effectuées régulièrement par les opérateurs, dans l'espoir de relancer la consommation, sans succès. Le poireau est toujours présent en magasins mais perd peu à peu sa place au profit des nouveaux produits printaniers. La demande est régulière mais modérée, et les prix négociés se maintiennent.

A contrario, l'arrivée du printemps stimule la demande en tomate et concombre. Les opérateurs sont sereins en ce début de campagne, avec des cours moyens négociés supérieurs à ceux des années passées. Du côté des alliums, les cours restent tendus en oignon jaune avec une activité tournant au ralenti et des prix négociés en mars bien inférieurs à ceux pratiqués les années précédentes. La bonne dynamique commerciale en échalion se poursuit et les prix, en augmentation progressive depuis le début de la campagne, s'envolent.

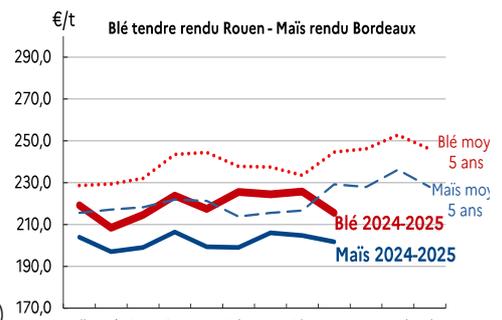


Source : FranceAgriMer - RNM

Céréales : incertitudes sur les cours internationaux

Durant le mois de mars, l'arrêt des pluies et le retour du soleil en France permettent une amélioration des conditions de cultures ainsi que des avancées dans les cycles végétatifs. Bien que, les cultures accusent toujours un retard par rapport à l'historique, les opérateurs ne sont pas inquiets, le développement des plantes étant convenable. A l'inverse, le retour des pluies en Russie et aux Etats-Unis est bénéfique pour les plantations qui souffraient jusqu'à présent de stress hydrique. Dans la continuité du mois précédent, la politique

américaine sur les droits de douane impacte les cours mondiaux et les différentes annonces entraînent des réponses de la part des autres pays. La fin de campagne étasunienne s'annonce difficile et l'Ukraine apparaît comme une solution pour les pays ayant besoin de passer aux achats. Le cours moyen du blé tendre rendu Rouen chute : à 215,5 € la tonne, il est supérieur de 18 % (+33 €) à celui de mars 2024. En un mois, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux reste stable : à 202 € la tonne, il est supérieur de 17 % (+ 29 €) à celui de mars 2024.



Source : FranceAgriMer

Viticulture : export en hausse pour les vins effervescents en 2024

Le bilan des exportations en volume en 2024 des vins ligériens diffèrent selon les appellations (source : Interloire). En Anjou-Saumur, les vins effervescents progressent avec + 15 % pour le Crémant de Loire en 2024 (122 500 hl) et + 2,7 % pour l'appellation Saumur Fines Bulles (11 400 hl). L'Allemagne et le Royaume-Uni constituent les principaux marchés, ainsi que les Etats-Unis pour le Crémant de Loire. Inversement, les données relatives aux vins rosés, et plus précisément au Cabernet d'Anjou, indiquent une baisse des volumes exportés (9 000 hl) orientés en grande majorité vers la Belgique et l'Australie.

Pour le Pays Nantais, les exportations en volume de Muscadet baissent de 9 % en 2024 (44 000 hl), avec pour principales destinations : le Royaume-Uni, la Belgique et les Etats-Unis. Le Gros Plant, avec ses faibles volumes, enregistre quant à lui une hausse avec + 33 % d'expéditions (1 300 hl). En 2025, les incertitudes autour des droits douaniers américains laissent la filière dans l'expectative, les Etats-Unis représentant 25 % des exportations des vins et spiritueux français.

IPAMPA : stabilité en février

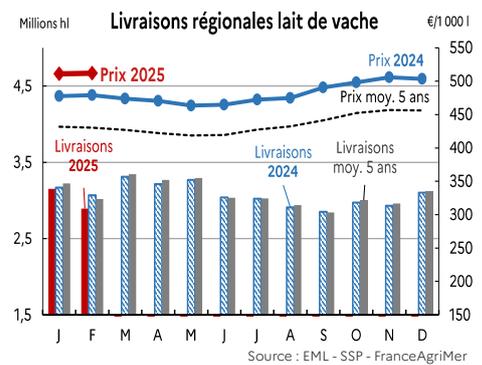
En février, l'indice total mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) reste stable sur le mois (+ 0,08 %) et poursuit sa baisse sur un an (- 1,02 %). L'énergie diminue significativement sur un mois (- 3,43 %) ainsi que sur un an (- 9,62 %). A contrario, du côté des engrais, ceux-ci augmentent en février (+ 3,38 %) et sur l'année (+ 2,96 %). Les aliments pour animaux sont stables ce mois (+ 0,16 %) mais en baisse sur un an (- 3,03 %).

Champ INSEE France entière / IPAMPA base 2020

Lait de vache : confirmation de la baisse de la production

La **production laitière** en Pays de la Loire recule de 5,7 % entre février 2024 et 2025. Depuis le début d'année, celle-ci affiche une baisse généralisée des volumes sur un an (-3,1 %). Le repli du cheptel s'accroît ces derniers mois avec un nombre moindre d'entrées de génisses dans les troupeaux par rapport à celui observé l'an dernier. Le prix du lait poursuit sa progression, malgré les perspectives de négociations commerciales difficiles avec la grande distribution. Ainsi, le prix moyen payé au producteur (512 €/1 000 l) gagne 7 % entre février 2024 et 2025. Après une hausse identique en janvier, le prix moyen cumulé annuel (511 €/1 000 l) affiche un gain total de 7 % sur un an.

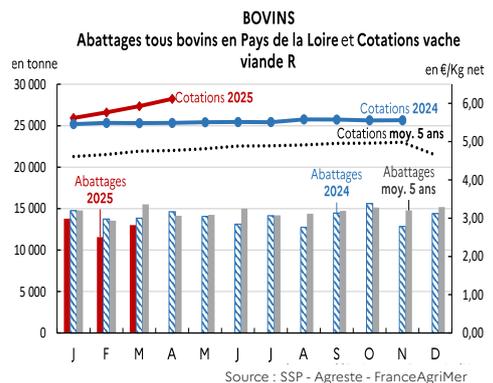
La collecte de **lait bio** baisse de 13,4 % par rapport à celle de février 2024. En cumulé depuis janvier, elle est inférieure de 9,2 % à celle de l'an dernier. Cette situation est la conséquence d'un nombre croissants de cessation d'ateliers laitiers bio et d'un moindre recours aux concentrés dans les rations, en raison de leurs coûts encore élevés. La faiblesse de l'offre soutient en février le prix moyen payé au producteur (+2,2 % à 524 €/1 000 l) et ce, depuis janvier (+1,8 % à 529 €/1 000 l, en cumulé depuis janvier).



Viande bovine : abattages en retrait et cotations stimulées

La dynamique de relocalisation de l'engraissement sur le territoire ne suffit pas à compenser les effets de la baisse structurelle des cheptels reproducteurs **bovins**. En effet, toutes catégories de gros bovins confondues, les volumes régionaux abattus lors des **trois premiers mois de l'année 2025**, affichent une diminution de près de 11 % par rapport à la moyenne quinquennale 2020-2024. Si la catégorie « jeunes bovins mâles (JBM) » affiche une petite augmentation, voisine de +2 % par rapport au début d'année 2024, une diminution assez marquée est observée pour les vaches laitières (-12 %) et plus encore pour les vaches allaitantes (-20,5 %).

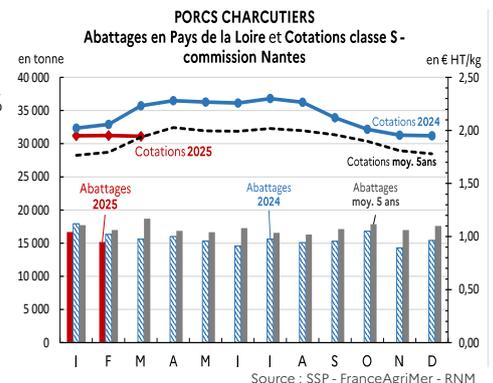
Le contexte sanitaire du moment (MHE, FCO) s'avère pénalisant (baisse des naissances et surmortalité) et contribue à réduire la production. Inversement, les cotations observées depuis le début de l'année connaissent une progression continue, pour l'ensemble des catégories bovines suivies, avec des valeurs inédites, constamment supérieures aux cotations 2024 et aux moyennes quinquennales. Les catégories vaches mixte O et lait P semblent plus particulièrement recherchées (RHD, steaks hachés) dans un contexte de rareté, y compris à l'échelon européen.



Viande porcine : demande peu dynamique et cours stables

Sur les **trois premiers mois de l'année 2025**, les cours du **porc charcutier** classe S commission Nantes sont stables avec une valeur moyenne de 1,95 € HT/kg, bien inférieures à ceux de l'année dernière à période comparable (-12,9 % par rapport à mars 2024). Cette stabilité dans les cours s'observe sur la région depuis novembre 2024, en raison notamment d'une demande peu dynamique du secteur de la transformation et des ménages français à cette période de l'année. Les abattages régionaux de porcs charcutiers diminuent de 7 % en poids (31 843 tonnes) sur les deux premiers mois de l'année par rapport à ceux

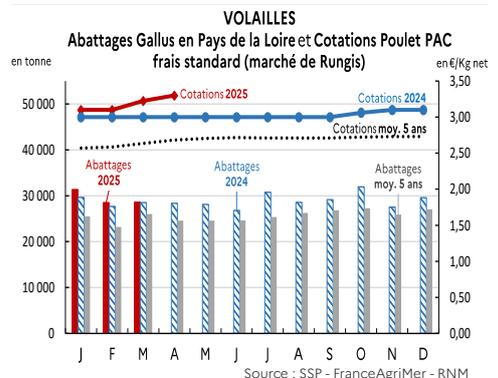
de janvier et février 2024 et de 8,2 % par rapport à la moyenne quinquennale. Pour la France, la diminution des tonnages est plus faible avec -1,2 % (349 943 tonnes) entre 2024/2025 et -0,4 % par rapport à la moyenne 2020-2024. Les exportations en volume sont également en baisse de 8 % (-5 000 tonnes) pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées sur les deux premiers mois de l'année par rapport à 2024. Ce recul s'explique par une demande moins accrue de l'Union européenne (-12 %), en particulier de l'Italie.



Volailles et œufs : abattages de poulets et prix des œufs en hausse

Les abattages de **volailles** sont au même niveau en **janvier** et en **février**, mais en baisse en **mars** de 4 % par rapport aux mois correspondants de l'année précédente. La situation est cependant contrastée. Pour les poulets, les niveaux d'abattages sont en hausse : +6 % en janvier, +3 % en février, stables en mars par rapport à 2024. À l'opposé, le niveau d'abattages des canards est à la baisse : -19 % en janvier, -16 % en février et -21 % en mars par rapport à 2024. Le coût de l'aliment pour les volailles demeure stable et reste bas, équivalent en mars à celui de mars 2024.

Le prix à la production des volailles baisse légèrement, perdant en mars 3 % sur un an. Les cotations du poulet standard sur le marché de Rungis sont en hausse, elles gagnent en mars 8 % sur un an. Le prix à la production des œufs est en hausse, gagnant en mars 23 % sur un an. Il revient au haut niveau de janvier 2023. Les prix des œufs sont tirés par le manque d'offre. Comme l'offre demeure restreinte, les prix se raffermissent. Cette hausse se répercute sur le prix de gros des œufs, qui augmente en mars de 19 % sur un an, retrouvant le niveau de prix d'avril 2023.



Abattages et Cotations animales : voir annexes sur le site internet. Cliquer sur <https://draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr/conjoncture-2025-a1911.html>